

# Avant-propos

**E**n Guyane les inégalités se sont accentuées entre 2001 et 2011 et le taux de pauvreté a progressé de 15 %. À titre de comparaison nationale, la France est le troisième des 34 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'augmentation des inégalités entre 2007 et 2011.

Les familles monoparentales guyanaises sont, comme ailleurs, les plus touchées par la pauvreté. Par ailleurs, le taux de pauvreté a doublé chez les personnes de plus de 65 ans entre 2001 et 2011. Sur la même période, les ménages les plus modestes ont perdu du pouvoir d'achat, notamment à cause de la forte hausse des prix de l'alimentaire.

En matière de conditions de vie, le rapport au logement a également évolué : en dix ans, la part des ménages propriétaires parmi les ménages les plus pauvres a chuté de neuf points, passant de 50 % à 41 %. Le prix de l'acquisition d'un logement a plus fortement augmenté que l'évolution moyenne des prix. Le niveau de vie est devenu discriminant pour accéder à la propriété. Les difficultés d'accès à la propriété se traduisent par une baisse de la part des ménages accédant à la propriété. En 2011, les ménages modestes sont exclus de l'accès : seuls 3 % des ménages accédants sont dans les deux quintiles de revenus les plus faibles.

Les inégalités et leur accroissement ne sont pas seulement dommageables à la cohésion sociale. Elles nuisent à la croissance : elles ont un coût social et économique. Ainsi, un creusement des inégalités de revenu peut se traduire par un excès d'endettement pour les ménages à faible revenu et à revenu intermédiaire, ce qui à terme provoque une crise sociale ou économique. La polarisation des revenus peut avoir un impact négatif sur l'économie, soit en entravant le principal moteur de la croissance, à savoir la consommation, soit en rendant insoutenables socialement les fortes inégalités de niveaux de vie.

Autre coût des fortes inégalités : celui du chômage, 23 % en Guyane en 2016. Fort taux de chômage et fortes inégalités se nourrissent mutuellement. D'une part un marché du travail peu efficient, où de nombreuses tensions reposent sur les métiers, a pour conséquence mécanique un déséquilibre de niveau de vie entre la population en emploi et celle au chômage. Or, dans son ensemble, métier par métier ou territoire par territoire, la structure de la qualification de la population guyanaise correspond peu aux demandes des employeurs potentiels sur le territoire. D'autre part, de fortes inégalités ont pour conséquence de freiner la croissance économique par l'insuffisance de la demande totale adressée à l'économie guyanaise par les ménages, les entreprises, les administrations publiques. Ainsi, les 20 % les plus riches gagnent environ la moitié du revenu d'ensemble et une partie de leurs revenus est épargnée : cette dernière composante ne trouve pas de débouchés dans la demande globale adressée à l'économie.

État des lieux des revenus en Guyane et de leurs évolutions, ce dossier a été réalisé à l'initiative conjointe de l'Observatoire des Prix, des Marges et des Revenus et de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques. Éclairant la question centrale du pouvoir d'achat des ménages en Guyane, l'objet de ce dossier est l'interprétation des mouvements des prix et des revenus guyanais.

Le Président de l'Observatoire des Prix,  
des Marges et des Revenus de Guyane

**Jean-Luc Maron**

Le directeur interrégional  
de l'Insee Antilles-Guyane

**Yves Calderini**